

Jacques SAPIR
La fin de l'eurolibéralisme
(Seuil, 2006, 188 p., 18 •)

Revenant sur les débats qui se sont noués autour du Traité constitutionnel européen (TCE), Jacques Sapir, directeur d'études à l'Ehess, tente, avec cet essai décapant et corrosif, de prendre la mesure des enjeux idéologiques qui ont été contestés à travers la victoire du Non. Remontant à mai 68, il souligne que ce débat a fracturé cette génération dont la frange libérale-libertaire a voté « oui » alors que les tenants de la

transformation sociale par les luttes collectives se sont retrouvés dans le « non ». Il montre combien ce « non » renoue avec l'espérance de 1981 et referme la parenthèse de la rigueur provisoire ouverte en 1983, mais jamais abandonnée depuis par les divers gouvernements qui se sont succédé.

En économiste confirmé et s'appuyant sur des travaux théoriques contemporains, Jacques Sapir n'a

aucune peine à réfuter les diverses écoles qui présentent la concurrence comme paradigme organisationnel, qu'elles s'inspirent de Walras, Hayek ou Schumpeter. Et il démontre, non sans malice, qu'une concurrence « non faussée » ne peut être libre, car les termes sont contradictoires. De surcroît l'économie capitaliste présente des formes d'organisations relevant de la hiérarchie ou du réseau et nécessaires à son bon fonctionnement. S'inscrivant dans l'éthique de l'internationalisme, lutte commune et communauté des luttes, il souligne que ce n'est qu'en intégrant « l'apport de la notion de souveraineté à celle de démocratie que l'on pourra faire avancer cette dernière ».

A ses yeux, le non au Traité constitutionnel a un contenu de classes indéniable et condamne autant les politiques passées (Acte unique, Maastricht), l'élargissement précipité de l'Europe de l'Est que le texte proposé lui-même. Il doit donc être entendu sous un double sens. A la fois refus d'un quitus sur la façon dont l'Europe se construit et refus d'adhérer à la fuite en avant proposée. Deux projets légitimes ne doivent pas être confondus. Celui du projet initial de 1957, c'est-à-dire d'un noyau européen, et celui d'un grand espace européen s'appuyant sur des coopérations multifformes associant l'Europe slave, la Russie, la Turquie et le Maghreb.

La troisième partie intitulée « il est l'heure d'être radical » est la plus riche de propositions. L'auteur préconise un protectionnisme social,

fiscal et écologique qui renouerait avec la notion de préférence communautaire et critique la notion d'Europe sociale appliquée à un ensemble de pays par trop hétérogènes. On pourrait, en prolongeant son analyse, affirmer que l'élargissement, loin de renforcer l'Europe dans une lutte contre la mondialisation, a introduit celle-ci en son sein. Dès lors, la concurrence qui se met en place n'est plus une seule concurrence entre firmes mais affrontement de conditions sociales dans lesquels ces firmes baignent, donc entre ensembles nationaux, ouvrant ainsi la porte à des réactions xénophobes. La zone euro n'a pas effacé les divergences nationales et interdit aux pays participants d'utiliser l'instrument monétaire pour réguler leur conjoncture. Il faut donc changer le statut de la BCE et envisager le recours à l'alternative d'une monnaie commune qui servirait la croissance et le plein emploi.

En allant sans concession au fond des choses, Jacques Sapir ne contribuera pas à réconcilier le « non » de gauche et le oui « de gauche » mais il s'opposera utilement à ne pas « faire adopter en contrebande ce que la souveraineté populaire a refusé ». En outre, et c'est sans doute l'apport majeur de cette réflexion, au-delà de l'aspect polémique auquel invite la collection, que d'offrir des pistes sérieuses, qui méritent discussion, pour asseoir les fondements d'un modèle alternatif pour l'Union européenne.

MICHEL ROGALSKI